

Ils liquident la démocratie, si nous la rendions liquide ?

Avec un pourcentage très important d'abstentions, les dernières élections ont fait apparaître une fois encore l'insatisfaction éprouvée par tous ceux qui estiment que le mode de scrutin ne leur convient pas : pas de prise en compte des [votes blancs](#) dans les suffrages exprimés, candidats choisis et présentés par les partis et souvent parfaitement inconnus des électeurs, offre électorale réduite au choix du « moins pire » par l'élimination arithmétique des « petites listes » au deuxième tour, etc. Plus largement, et sans entrer dans les débats sur la tumultueuse situation actuelle, de gros doutes sur la représentativité des politiques une fois élus se sont durablement installés, au point que certains en viennent à souhaiter [tourner la page de la démocratie représentative](#) (notre framasoftien Gee est lui-même [étonné d'avoir touché juste](#)) et expliquent avec de solides arguments qu'[ils n'ont pas voté et ne le feront pas](#).

Bien sûr des propositions existent, plus ou moins crédibles (à chacun d'en juger) : certains veulent [passer à la VI^e République](#), d'autres veulent [un processus transparent et démocratique](#) pour déterminer les candidats aux prochaines élections présidentielles, d'autres encore [militent pour la prise en compte du vote blanc](#)...

L'article que Framalang a traduit pour vous détaille l'intérêt de la *démocratie liquide*, processus peu connu mais utilisé par plusieurs Partis Pirates avec l'outil [LiquidFeedback](#) (notez qu'il nécessite toutefois [un tutoriel](#) assez dense). Dans la même catégorie, il existe [Loomio](#) qui propose d'optimiser les prises de décision collectives et qui pourrait être proposé au cours de l'année prochaine dans le cadre de notre campagne [Degoogleons](#).

Il se peut que vous trouviez la *démocratie liquide* une possibilité intéressante et à mettre en pratique, ou au contraire irréaliste, voire dangereuse (proposer le vote électronique même chiffré peut [susciter des inquiétudes](#)), nous souhaitons seulement en publiant cette traduction vous inviter à nous faire part librement de vos réactions.

La démocratie liquide : une véritable démocratie pour le 21^e siècle

par [Dominik Schiener](#)

Article original publié sur Medium : [Liquid Democracy : True Democracy for the 21st Century](#)

Traduction Framalang : valvin, KoS, r0u, roptat, Myrsa, audionuma, Éric, McGregor, goofy, sebastien, Vincent, simon, Obny, mseyne

La démocratie liquide, aussi appelée démocratie par délégation, est un puissant modèle de scrutin pour la prise de décision collective au sein de grandes communautés. La démocratie liquide combine les avantages de la démocratie directe et ceux de la démocratie représentative. Elle crée un type de scrutin réellement démocratique, qui confère aux électeurs le pouvoir de voter directement sur un sujet ou de déléguer leur droit de vote à un tiers de confiance.

Au travers de la délégation, les personnes qui disposent d'un savoir dans un domaine spécifique sont capables d'influencer davantage le résultat des décisions, ce qui de fait mène à une meilleure gouvernance de l'État. Grâce à cela, la démocratie liquide se transforme naturellement en une méritocratie, dans laquelle les décisions sont principalement prises par ceux qui ont le type de connaissances et d'expériences requis pour prendre des décisions éclairées sur les sujets concernés.

Globalement, la démocratie liquide dispose d'un gros potentiel pour constituer le socle de la prise de décision, non seulement dans des communautés virtuelles, mais aussi dans des communautés locales et des gouvernements tout entiers. L'objectif de cet article de blog est de donner au lecteur un aperçu de ce qu'est la démocratie liquide et des avantages qu'elle offre à ses participants. D'autres articles sur le même sujet suivront.

Qu'est qui ne va pas dans la démocratie aujourd'hui ?

Même s'il existe de nombreuses formes de démocratie, les deux seules actuellement en place sont la démocratie directe et la démocratie représentative (et un hybride des deux). Décrivons-les :

- **La démocratie directe** : les électeurs sont directement impliqués dans le processus de prise de décision de l'État. Ils expriment continuellement leurs opinions en votant sur des sujets. Les démocraties directes offrent le contrôle total à leurs citoyens et une égalité dans la responsabilité. Malheureusement, les démocraties directes ne fonctionnent pas à une grande échelle en raison principalement la loi du moindre effort et du renoncement au droit de vote, à cause du nombre sans cesse croissant de sujets réclamant l'attention des électeurs à mesure que la communauté s'agrandit. Il devient tout simplement impossible pour chaque électeur de se tenir informé sur tous les sujets, que ce soit par manque de temps, d'envie ou d'expertise. Cela conduit à une faible participation électorale et à une insatisfaction des électeurs au sein de la communauté. Les démocraties directes dans leur forme pure ne sont tout simplement pas applicables dans les communautés de grande taille.
- **La démocratie représentative** : la forme de démocratie la plus répandue implique le fait de confier son droit de

vote à des représentants qui agissent au nom des citoyens pour prendre des décisions. Les représentants sont généralement (du moins, on l'espère) des experts dans le domaine dont ils sont disposés à s'occuper et ils représentent les intérêts de la communauté au sein d'un organe représentatif (par exemple, le parlement). Les démocraties représentatives fonctionnent à grande échelle mais elles échouent à servir les intérêts de leurs citoyens. Les problèmes des démocraties représentatives sont nombreux mais pour résumer, en voici trois des principaux :

- Tout d'abord, les citoyens ne peuvent choisir leurs représentants que parmi un nombre restreint de candidats qui bien souvent ne partagent pas leurs idéologies ni leurs intérêts. La plupart du temps, les électeurs sont forcés de renoncer à leur préférence personnelle et doivent voter pour le candidat ayant le plus de chances d'être élu. Cela exclut en particulier les minorités du débat politique, qui perdent ainsi la possibilité de voir leurs opinions et leurs points de vue représentés au sein du gouvernement. De plus, il s'agit d'une des raisons principales expliquant pourquoi les jeunes aujourd'hui se désintéressent tant de la politique. [2] Si vous êtes jeune et que personne ne partage vos opinions, la seule solution est de protester et de ne pas voter du tout. Le fait que seuls 20 % des jeunes Américains aient voté aux élections de 2014 en est un signe fort.
- Ensuite, les représentants n'ont pas (ou peu) à rendre de comptes pour leurs actions pendant leur mandat. Les promesses faites pendant la période électorale n'ont pas à être appliquées et ne sont majoritairement rien de plus qu'un appât pour attirer des électeurs. Cela mène à des « cycles politiques électoraux », où les représentants élus

essaient de convaincre les électeurs qu'ils sont compétents avant les prochaines élections, soit en faisant de nouvelles propositions qui sont appréciées par la population (mais qui ne seront probablement pas mises en place), soit en distribuant des *Wahlgeschenke* (cadeaux pré-électorales) coûteux.

- Enfin, les démocraties représentatives peuvent mener à la corruption en raison de la concentration des pouvoirs. Considérer que les États-Unis sont vus comme une oligarchie suffit à démontrer que les démocraties représentatives constituent un terrain fertile à la corruption et aux conflits d'intérêts. En l'absence de sens des responsabilités et de comptes à rendre aux électeurs, agir pour l'intérêt du mieux-disant est plus facile que d'agir pour le bien de la population.

En dehors de ces failles évidentes dans les démocraties directes et représentatives, une autre, moins évidente celle-là, se situe dans les procédés de vote actuellement en place, qui sont complètement dépassés et ne sont plus en phase avec les technologies disponibles. Au lieu de mettre en place, sécuriser et faciliter le vote en ligne, les électeurs doivent se déplacer dans des bureaux de vote éloignés de leur domicile juste pour remplir un bulletin en papier [1]. Cela leur demande un effort supplémentaire et peut les inciter à renoncer à aller voter.

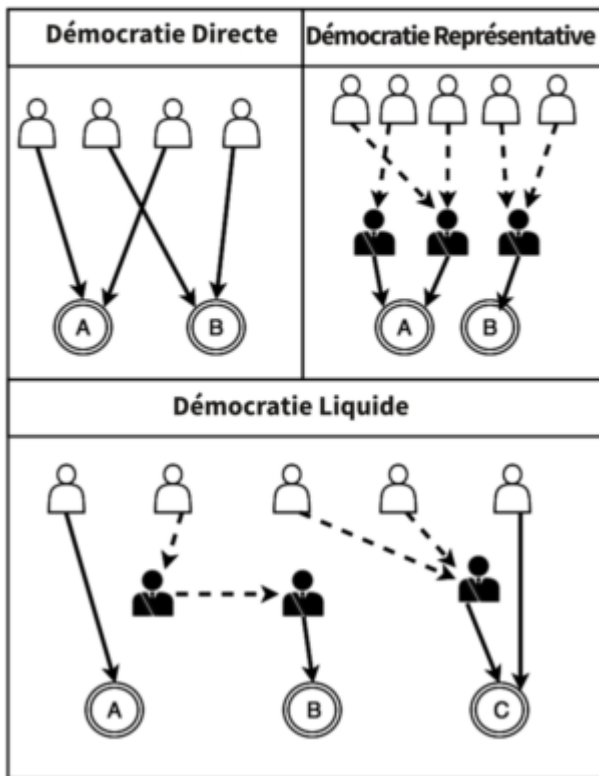
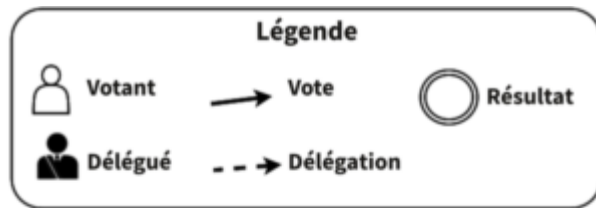
Ironiquement, c'est exactement ce que la démocratie essaie d'empêcher. L'opinion de chacun compte et devrait être incluse dans le processus de prise de décision collectif. Toutefois, les obstacles au processus de vote qui sont toujours présents aujourd'hui empêchent cela de se produire.

Qu'est-ce que la démocratie liquide ?

La démocratie liquide est une nouvelle forme de prise de décision collective qui offre aux électeurs un contrôle décisionnel complet. Ils peuvent soit voter directement sur des sujets, soit déléguer leur droit de vote à des délégués (c'est-à-dire des représentants) qui votent à leur place. La délégation peut être spécifique à un domaine, ce qui signifie que les électeurs peuvent déléguer leurs votes à différents experts de différents domaines.

Voilà qui change de la démocratie directe, où les participants doivent voter en personne sur tous les sujets, et de la démocratie représentative où les participants votent pour des représentants une seule fois par cycle électoral, pour ne plus avoir à se soucier de devoir voter de nouveau.

Le diagramme ci-dessous montre une comparaison entre les trois systèmes de vote.



Dans le modèle de la démocratie directe, tous les électeurs votent directement sur les questions. Dans le modèle de la démocratie représentative, ils élisent d'abord des représentants qui votent ensuite en leur nom. Le point intéressant mis en évidence par le diagramme est bien évidemment le modèle de la démocratie liquide. Là, les électeurs peuvent voter directement sur certaines questions (comme les deux électeurs indépendants sur les bords droit et gauche), ou peuvent déléguer leur vote à des représentants qui ont plus de connaissances spécialisées sur la question, ou simplement plus de temps pour se tenir informés.

La délégation est un signe de confiance. Un électeur fait confiance à un délégué pour le représenter dans certaines décisions. Si cette confiance est rompue (par des divergences idéologiques croissantes, ou par la corruption du délégué), il peut simplement révoquer la délégation et soit voter

directement, soit déléguer sa voix à quelqu'un d'autre. Comme nous le verrons plus tard, cette notion de confiance provisoire est importante pour créer un sens de la responsabilité chez les délégués et les inciter à rendre des comptes.

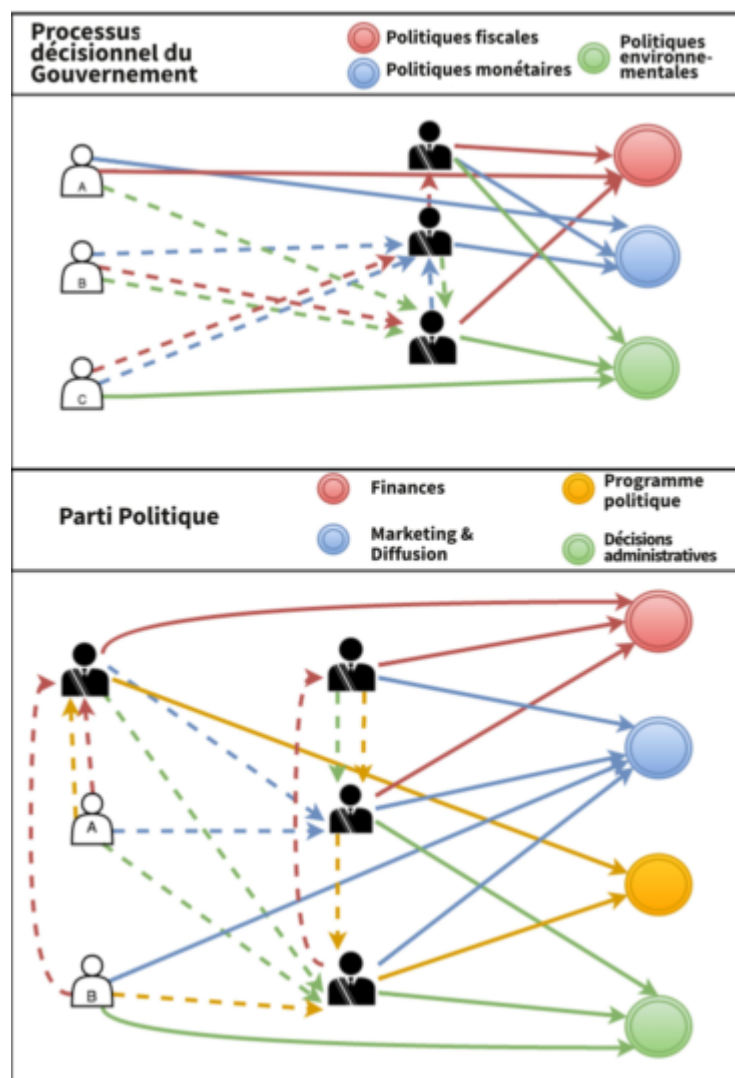
Une propriété importante de la démocratie liquide est la transitivité. La délégation peut ne pas avoir lieu en un seul saut, elle est parfaitement transitive. Cela signifie que les délégués peuvent déléguer à d'autres délégués pour qu'ils votent à leur place et à celle des électeurs précédents (qui avaient délégué leur vote) dans la chaîne. Cette transitivité assure que des experts peuvent déléguer la confiance qu'ils ont accumulée à d'autres délégués sur certaines questions pour lesquelles ils n'ont pas suffisamment de connaissances et de recul.

Il manque dans le diagramme précédent la délégation spécifique à un domaine. Un électeur peut ne pas déléguer sa voix à un seul délégué, mais peut la déléguer à plusieurs autres délégués qui recevront ce droit en fonction du domaine de la question. Avec un tel système, il y a de fortes chances pour que des experts parviennent à influencer positivement le résultat du scrutin et conduisent à un résultat globalement meilleur.

La catégorisation des sujets est laissée à la décision de la communauté toute entière, mais une catégorisation très simple à l'intérieur d'un gouvernement pourrait être la politique fiscale, la politique monétaire, la politique environnementale...

Pour vous donner un autre exemple, prenons un parti politique qui utiliserait la démocratie liquide pour prendre ses décisions en interne. Les catégories qui auraient du sens pour une telle organisation seraient : *Finances*, *Marketing & diffusion*, *Programme politique* et *Décisions administratives*. Les décisions à prendre seraient réparties entre ces quatre

catégories. Les membres du parti politique pourraient soit voter directement pour ces décisions, soit déléguer leur droit de vote à des personnes possédant un savoir plus spécialisé nécessaire pour se forger une opinion éclairée.



Permettez-moi d'expliquer le diagramme en détail, il peut sembler un peu confus à première vue. Concentrons-nous sur celui qui concerne le Gouvernement, le diagramme concernant les partis politiques est très similaire. En tout, il y a 6 électeurs, dont 3 qui ont pris la responsabilité d'être délégués. Comme mentionné précédemment, il existe trois types de sujets (et donc 3 types de domaine d'expertise) : *Politiques fiscales*, *Politiques monétaires* et *Politiques environnementales*.

Comme vous pouvez le constater, les 6 électeurs ont

pratiquement tous délégué leur vote d'une façon ou d'une autre, à l'exception de la déléguée en haut, qui a voté de façon indépendante sur tous les sujets (elle doit être une véritable experte). L'électeur B a délégué chaque vote, soit il est trop occupé ou pas intéressé, soit il ne possède pas les compétences requises sur les sujets concernés.

Globalement, la démocratie liquide est à peine plus complexe que les démocraties directe ou représentative. Mais les avantages qu'elle offre l'emportent largement sur cette difficulté initiale d'apprentissage. Voyons en détail quels sont ces avantages.

Pourquoi choisir la démocratie liquide ?

Maintenant que nous cernons mieux les problèmes soulevés par la démocratie de nos jours, et que nous avons un bon aperçu de la façon dont fonctionne la démocratie liquide, nous pouvons nous pencher davantage sur les raisons de préférer ce choix. Avant tout, nous devons fournir des arguments solides expliquant pourquoi la démocratie liquide est une bien meilleure solution que le *statu quo*. J'espère que nous y parviendrons en dressant une liste des caractéristiques et avantages principaux de la démocratie liquide par rapport aux démocraties directe et représentative.

La démocratie liquide est véritablement démocratique. Les électeurs ont le choix soit de voter en personne, soit de déléguer leur vote à quelqu'un d'autre. Cela tranche nettement avec les démocraties en place de nos jours, dans lesquelles les citoyens ne peuvent que voter systématiquement en leur nom propre (démocratie directe) ou pour un représentant à intervalles de quelques années (démocratie représentative). Dans ces deux modèles, les électeurs se retrouvent soit dépassés par le type de travail requis pour participer, soit déçus et pas suffisamment impliqués dans les prises de décision du gouvernement. La démocratie liquide leur fournit la liberté de décider de leur niveau d'engagement, tout en

leur permettant de le moduler à tout moment. Cela signifie que la prise de décision d'un pays est confiée directement à la population tout entière.

La démocratie liquide présente peu d'obstacles à la participation. L'exigence minimale à satisfaire pour devenir délégué est d'obtenir la confiance d'une autre personne. Pratiquement toutes les personnes qui souhaitent endosser cette responsabilité peuvent avoir le statut de délégué. Aucun parti politique n'est nécessaire pour rallier des sympathisants à votre cause. À la place de campagnes électorales scandaleuses dans lesquelles les électeurs sont délibérément trompés, la compétence et les connaissances d'une personne sur un sujet suffisent à rallier des délégués. En limitant autant que possible les obstacles à la participation, le processus global de prise de décision, qui implique un échange d'idées, des commentaires et des débats, sera plus animé et il en jaillira davantage d'idées et de points de vue. Grâce à cela, le résultat du scrutin aura de plus fortes chances de satisfaire une grande partie de la population et d'entraîner une meilleure gouvernance globale du pays.

La démocratie liquide, c'est la coopération, pas la compétition. De nos jours, dans les démocraties représentatives, la compétition durant la course aux élections est dominée par des dépenses de campagne élevées et inutiles, des tentatives pour démasquer des adversaires politiques et des mensonges délibérés pour tromper les électeurs. Souvent, de nombreux candidats perdent plus de temps à organiser des campagnes électorales pour remporter les élections qu'à se concentrer réellement sur leur supposé programme politique et sur les systèmes à mettre en place pour diriger un pays. Si s'assurer le vote des électeurs est plus important que la propre gouvernance du pays, c'est le signe que le système est miné de l'intérieur. Tout remporter et être élu, ou tout perdre. Voilà la devise de la démocratie de nos jours. Dans la démocratie liquide, cette compétition pour être élu

représentant est écartée. À la place, les délégués rivalisent uniquement pour gagner la confiance des électeurs, ce qui ne peut être obtenu qu'en fournissant des efforts continuels et en apportant la preuve de ses compétences. Il est impossible de tromper les électeurs (tout du moins pas à long terme) et le mérite, la volonté et la capacité à améliorer la situation du pays font toute la différence.

La démocratie liquide crée de la responsabilité. La délégation est un indice de confiance. Si cette confiance est trahie, un électeur peut immédiatement désigner un autre délégué ou voter pour lui-même. Cette confiance provisoire entraîne un sens des responsabilités et du devoir de rendre des comptes chez les délégués, car ils peuvent perdre leur droit de vote à tout moment. Grâce à cela, ils sont plus enclins à agir de façon honnête et à voter dans l'intérêt des citoyens plutôt que dans le leur.

La démocratie liquide, c'est la représentation directe des minorités. Grâce à la quasi-absence d'obstacles à la participation, il est plus facile pour les minorités d'être représentées au sein du gouvernement. Cela signifie qu'aucune loi supplémentaire nécessitant un minimum de représentants issus de certaines minorités ethniques n'est exigée. En effet, la démocratie liquide constitue une représentation directe des différentes couches de la société et permet aux minorités et aux groupes ethniques, quelle que soit leur taille, de participer au processus de prise de décision et à la gouvernance du pays.

La démocratie liquide mène à de meilleures décisions. En évoluant en un réseau d'échanges qui prennent des décisions éclairées dans des domaines spécifiques, la démocratie liquide mène à de meilleures décisions globales. La démocratie liquide finit par évoluer en une méritocratie où les électeurs les plus talentueux, expérimentés et les mieux informés prennent les décisions dans leur domaine d'expertise.

La démocratie liquide est évolutive. De nos jours, les gens disposent de trop peu de temps pour se tenir au courant en permanence de la manière dont l'État est gouverné. Les décisions qu'il est nécessaire de prendre sont en nombre croissant, tandis que le temps est si précieux que beaucoup ne veulent simplement plus le passer à prendre des décisions de gouvernance. De plus, nous sommes dans une société de la spécialisation, et peu de gens sont réellement vraiment bien informés dans différents domaines. Du coup, au travers de la délégation, la prise de décision est placée entre les mains d'experts bien informés, dont le temps et les connaissances peuvent être dédiés à la meilleure gouvernance globale de l'État.

L'état actuel de la démocratie liquide

La raison principale pour laquelle la démocratie liquide n'a pas été mise en pratique durant la dernière décennie est principalement liée aux obstacles à sa mise en place. Les démocraties liquides, comme les démocraties directes, nécessitent une infrastructure technique de fond qui permet aux participants de constamment pouvoir voter directement ou par délégation. C'est uniquement par le biais d'Internet et avec les avancées de la cryptographie que cela a été rendu possible durant les dernières décennies.

Au-delà des obstacles technologiques, un obstacle de plus grande ampleur aujourd'hui relève de l'éducation. Le sondage [Avez-vous entendu parler de la démocratie liquide ?](#) le montre bien : seule une petite frange de la population a au mieux entendu parler de la démocratie liquide. Par voie de conséquence, afin de réussir à implanter la démocratie liquide dans des communautés de grande envergure, des efforts bien plus importants sont nécessaires pour éduquer les citoyens sur les avantages et les possibilités que peut offrir la démocratie liquide. La seule réelle réponse à cela est la création de cas concrets intéressants qui montreraient à la population externe ou interne à la communauté ce que la

démocratie liquide signifie et apporte concrètement.

Un gros effort est déjà mené par les partis pirates en Europe, qui utilisent des logiciels du genre [Liquidfeedback](#) pour certaines décisions et même au cours de certaines élections. En outre, Google a récemment publié [des résultats d'expérimentations](#) internes de démocratie liquide. Nous verrons beaucoup d'autres développements dans ce domaine, et je pense que la démocratie liquide va bien progresser, avec de nouvelles initiatives qui se mettent en place. Je travaillerai personnellement sur une implémentation de la démocratie liquide sur [Ethereum](#), et collaborerai aussi à quelques autres solutions de vote pour créer de nouveaux cas représentatifs.

Conclusion

La démocratie liquide est le modèle démocratique qui correspond le mieux à notre société actuelle. La technologie est prête, le seul levier qui manque est l'effort dans l'implémentation concrète, tandis que la recherche dans ce domaine relève plus du détail. Plus important encore est le besoin de déterminer quels modèles sont applicables pour la gouvernance (exécutive ou administrative) concrète d'un pays.

Je suis confiant dans le fait que dans les années qui viennent, beaucoup de questions que je me pose, comme tant d'autres, trouveront leur réponse. Qui sait, peut-être verrons-nous une petite ville, ou même juste un village, adopter la démocratie liquide dans une ou deux décennies. C'est tout à fait possible.

Sources

[1] <http://homepage.cs.uiowa.edu/~jones/voting/pictures/>

[2]

<http://www.civicyouth.org/2014-youth-turnout-and-youth-registration-rates-lowest-ever-recorded-changes-essential-in-2016/>



Action politique et biens communs en Catalogne

Le mois dernier, les médias ont abondamment montré et commenté la victoire électorale des militants de la mouvance « Indignés ». Ils ont en revanche plus parcimonieusement évoqué le programme, l'esprit et les convictions des responsables qui vont bientôt être aux commandes de Barcelone. Le témoignage de l'universitaire Mayo Fuster Morell suggère que les valeurs et les pratiques du Libre ne sont pas étrangères à cette victoire, ce qui pourrait – rêvons un peu – servir d'exemple à d'autres pays européens confrontés à l'austérité. Ce relatif investissement du Libre dans le champ de la politique a de quoi nous réjouir : voilà longtemps que le Libre n'est pas seulement du code ou de l'art. Culture et objets libres gagnent aussi du terrain désormais. À Barcelone, on en est peut-être au libre citoyen.

Les communs à la conquête de Barcelone !

Une victoire de David sur Goliath

Par [Mayo Fuster Morell](#)

Article original :

<http://www.onlinecreation.info/archives/1135>

Traduction Framalang : Piup, Obny, sebastienc, line, goofy, r0u



Le 24 mai, les candidats de la liste « Barcelone en commun » ([Barcelona en Comú](#)) ont remporté les élections municipales en réunissant sur leur nom un quart des suffrages exprimés. « Maintenant Madrid », une candidature aussi liée à l'éthique des communs, est devenue une force clé pour la gouvernance de la ville de Madrid. Ce ne sont que deux des nombreuses surprises survenues hier lors des élections municipales et régionales en Espagne. Ces villes pourraient donner le signal d'un changement politique plus vaste. Les résultats électoraux ont ouvert la voie à un scénario optimiste pour une chance de victoire aux élections nationales à la fin de cette année, ou même à un mandat plus ambitieux encore, une coalition européenne des pays du Sud contre l'austérité.

Irruption de candidatures citoyennes

Le Parti populaire et le Parti socialiste restent les principaux partis politiques, comme c'est le cas depuis la transition démocratique de la fin des années 70, mais le pouvoir politique habituel a encaissé une grosse claque. La part de ces deux formations a chuté de 65 % lors des précédentes élections il y a 4 ans à 52 % au niveau national.

Le renouvellement ou plutôt le changement des forces politiques en présence a été provoqué [...] par la création de nouveaux partis : tel est le cas pour les « Citoyens », qui se sont imposés avec force comme un nouveau protagoniste de poids dans la vie politique. Cette irruption des candidatures citoyennes a été aussi impressionnante que rapide. Elle a contribué à l'augmentation d'au moins 5 points de la participation au scrutin.

Seulement quatre ans après que les Indignés du mouvement du 15 mai se sont mobilisés pour « une vraie démocratie maintenant » en opposition aux hommes politiques « qui ne nous représentent pas » et à la « dictature des marchés », l'impact de leur mouvement est désormais si visible qu'il ne peut plus être démenti. Les listes de candidature sont pleines de personnes venant du réseau des mouvements sociaux. Pour en donner une idée, Ada Colau, militante connue pour ses actions contre l'expulsion des activistes et des squatters va être le prochain maire de Barcelone. C'est l'ironie de l'Histoire : une militante anti-expulsion « expulse » les politiciens traditionnels de la mairie. Si l'on regarde la trajectoire des leaders du mouvement, on peut également dire que le cycle a démarré avec le mouvement anti-mondialisation (l'origine de Colau ou de Pablo Iglesias, le leader de Podemos/Yes we can), mais qu'il a réussi à mobiliser une fois encore la génération qui s'est battue contre le régime de Franco pour ramener la démocratie en Espagne (c'est de là que vient Manuela Carmena de « Madrid maintenant », une juge en retraite et très probable future maire de Madrid).

En ce qui concerne leurs programmes, la première chose à souligner est la place centrale réservée aux plans d'urgence pour secourir les citoyens qui étouffent sous les politiques d'austérité, tels que la mise en œuvre de différentes variantes d'un revenu de base, et la révision de la privatisation des services publics. Un code d'éthique existe pour contrôler les personnels politique en ce qui concerne la

transparence, la fin de leurs privilèges (par ex. une limitation des indemnités à 29 000 € par an) et leur engagement à soutenir les initiatives citoyennes.

Au-delà du poids politique, c'est fascinant d'un point de vue organisationnel. En moins d'un an et sans aucun lien avec les mondes politique, économique, judiciaire ni avec le pouvoir médiatique existant, des citoyens ordinaires joignant leurs forces ont été capables de conquérir des positions importantes dans le système politique. Une victoire de David contre Goliath. Pour cela, ils ont associé le financement participatif, les programmes collaboratifs, les assemblées de voisinage, et le vote en ligne. Ils ont aussi, comme le leader de Podemos, bâti leur succès sur la popularité obtenue par leur propre programme télé.

Que disait la chanson ? « *Prenons d'abord Barcelone, puis nous prendrons Manhattan ?* » En effet, certains travaillent là-dessus. Une délégation d'activistes de New-York a parcouru l'Espagne pendant la campagne afin d'apprendre de cette expérience et « d'exporter » un tel soulèvement du peuple dans leurs propres villes. Il y a de nombreuses leçons et idées à en tirer. Voici quelques sources d'inspiration que je vous suggère d'envisager, pour démarrer un processus similaire dans d'autres pays.

L'effet CC

Un des combats citoyens (surtout chez les jeunes) qui a précédé et ensuite nourri le mouvement du 15 mai a vu le jour en réaction contre une loi imposée par le gouvernement, réprimant le partage en ligne et la culture libre (Loi Sinde de décembre 2010). Dans une large mesure, ce mouvement de culture collaborative sur le Web a réagi comme le fit Lessig en 2008, qui est passé des « *Creative Commons* » à « *Change Congress* » (« Changeons le Congrès ») . Au départ concentré sur les politiques sectorielles en lien avec la propriété intellectuelle et la régulation d'Internet, il a évolué pour

appréhender le fait que défendre ces libertés est nécessaire pour transformer le système politique dans son ensemble. Au cours de cette évolution, les modèles de la culture libre et du travail collaboratif sont devenus une voie à suivre pour organiser la protestation politique.

[...]

En somme, les secteurs ayant de l'expertise dans les méthodes de co-création et coopérant grâce aux ressources en ligne ont un grand potentiel politique.

Le modèle « d'innovation cachée » de Wikipédia

Même s'il existe de grandes innovations dans les structures, il faut que le discours soit « simple » voire « strict ». Mako Hill a étudié comment Wikipédia a pu réussir en 2001 alors que d'autres tentatives de création d'encyclopédie en ligne avaient échoué. Une de ses conclusions est que Wikipédia a adopté un concept très simple à comprendre, tout en étant très innovant dans son fonctionnement. Il s'est fermement accroché à la notion traditionnelle d'encyclopédie : une idée vieille de plusieurs siècles qui est simple à comprendre. De la même façon, on peut dire la même chose ici. Le discours qui a pu faire grossir les votes en faveur d'un profond changement politique en Espagne n'est ni avant-gardiste ni particulièrement innovant, mais il est populaire, compréhensible par chacun et relié aux besoins fondamentaux. Quelques points se rapprochent de la démocratie radicale proche de Laclau et Mouffe. C'est un « combat » de bon sens, pour obtenir une hégémonie. Pendant ce temps, des modèles plus avant-gardistes, comme les nouveaux partis ayant un discours « innovant » et une identité sur Internet tels le Parti pirate ou le Parti X, sont pertinents en terme de conception d'organisation mais ne parviennent pas à mobiliser les votes du grand public (aux dernières élections européennes, le parti

X a recueilli 0,64 % des voix). En somme, il faut des méthodes innovantes associées à un discours pour le peuple, en lien avec un programme portant sur les besoins fondamentaux.

La base et le sommet

Ces principes d'organisation ne sont ni du sommet vers la base, ni de la base vers le sommet, ils sont « de la base et du sommet ». Pour être plus précis : « un sommet facilement identifiable travaillant pour une base disséminée ». Ces forces s'appuient sur des leaders forts, mais aussi sur le développement d'une base collaborative et libre d'agir. Un concept-clé est le « débordement ». Il se réfère à la capacité de perdre le contrôle du processus, et à la liberté d'agir laissée à ceux qui s'engagent dans le processus. L'augmentation de la créativité des actions et des soutiens hors du contrôle du « parti » semble être un des points pertinents dans le succès de ces méthodes (c'est le cas pour [le mouvement de création graphique](#) autour des candidatures). De plus, il n'existe pas de frontière précise entre qui est membre du « parti » et qui ne l'est pas, il n'y a pas de rituels pour dire qui est dedans et qui n'y est pas, c'est l'implication personnelle au travers de l'action qui permet d'être membre. Les leaders ont tout de même une présence forte, leurs visages sont devenus des symboles-clé du processus (c'est-à-dire que sur le bulletin de vote ne figure pas le logo du parti mais la photo du leader). Des symboles visuels sur un Internet visuel mais, même avec Internet, la télévision reste toujours un moyen-clé de communication. En particulier, l'association des leaders et de la télévision est un moyen-clé de communication vers les milieux populaires, ceux qui ne sont pas touchés par les mouvements sociaux de la classe moyenne relayés par Internet. La crédibilité des leaders se construit sur leur capacité à communiquer et sur un engagement social de longue date. Les candidatures féminines – peu importe leur âge – (les femmes sont en tête de liste dans des villes comme Barcelone, Madrid et Valence) ont une plus

grande capacité à augmenter les votes car elles transmettent l'idée de changement et dirigent de façon plus démocratique. Comme le dit le prochain maire de Barcelone, Ada Colau (une Zapatiste d'origine) : « conduite par l'obéissance aux ordres du peuple ». La position du leader est construite « pour » la base et non « au-dessus » d'elle. En somme, un leader social et très reconnaissable, mais une participation disséminée et non contrôlée.

Une fois encore, ce ne sont que trois visions « impressionnistes » du processus d'émancipation du peuple en Espagne. Il reste encore beaucoup à venir. 2015 est l'année du changement, cela continuera donc. En attendant, il est temps de fêter cela. Je vous laisse avec la rumba « run run » chantée par le prochain maire de Barcelone :



Ci-dessus, Ada Colau, dans un clip de campagne très joyeux. Le refrain de la rumba dit : « défendre le bien commun ». Pour voir et entendre la vidéo sur YouTube :

<https://www.youtube.com/watch?v=wB6NDWKDyKg>

Ce texte est diffusé avec la licence d'origine : [CC BY-NC-SA 2.5 IT](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.5/it/)